



**HAL**  
open science

## La guerre de 1870-1871 vue de l'océan Indien

Jehanne-Emmanuelle Monnier

► **To cite this version:**

Jehanne-Emmanuelle Monnier. La guerre de 1870-1871 vue de l'océan Indien. Revue historique de l'océan Indien, 2012, Vision du Nord par le Sud dans l'océan Indien (XVIIe-XXIe siècles), 09, pp.183-194. hal-03243341

**HAL Id: hal-03243341**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03243341v1>**

Submitted on 31 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## La guerre de 1870-1871 vue de l'océan Indien

Jehanne-Emmanuelle Monnier  
La Réunion  
CRESOI – EA 12

Il y a 140 ans, la France sortait bouleversée et meurtrie d'une défaite cuisante suivie d'une guerre civile déstabilisatrice. Facilement vaincue par les Prussiens, privée de son empereur capturé, épuisée par le froid, la faim et les maladies, son orgueilleuse capitale en proie aux flammes et aux massacres, la France a beaucoup perdu de sa superbe en 1871<sup>598</sup>. A cette époque, le choc est grand chez les Français mais aussi parmi tous les peuples dont le regard se porte vers la France. L'image de l'Hexagone s'en trouve largement et durablement écornée, tant à l'intérieur de ses frontières qu'outre-mer.

Nous nous proposons de tenter ici de porter un éclairage sur la réaction dans les îles du Sud de l'océan Indien face aux déboires de la France en 1870-1871, car les sources sont très lacunaires pour cette période. Bien que fort éloignées du théâtre des opérations et très peu concernées à première vue, ces îles sous influence française sont indirectement affectées par les événements qui se déroulent en Europe et changent radicalement leur point de vue sur la France. A travers quelques exemples locaux que nous allons développer plus particulièrement, nous souhaitons montrer que la réception des informations sur la Guerre franco-prussienne et la Commune dans l'océan Indien a modifié les relations entre la France et les îles, influant sur leur destin plus qu'on ne l'imagine ordinairement.

### I – Des événements bien lointains

#### *Un faible engagement humain*

Les habitants des îles de l'océan Indien dans leur ensemble se sentent très peu concernés par le déclenchement de la Guerre franco-prussienne le 19 juillet 1870, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, contrairement aux Français, leur territoire n'est ni envahi ni directement soumis aux aléas du conflit. Mais surtout, la population n'est pas appelée aux armes. Même à La Réunion, pourtant colonie française, les départs restent très restreints et limités le plus souvent à des militaires ayant fait carrière dans la Marine impériale. Nombre d'entre eux sont métropolitains et ne laissent donc pas de famille inquiète sur place.

Les quelques Créoles envoyés au front passent relativement inaperçus. C'est le cas par exemple d'Eugène Desprez, mort en défendant Paris en 1870, dont le nom figure sur la plaque commémorative de 1870-1871 installée dans le hall d'entrée de l'ancien Hôtel de Ville de Saint-Denis.

---

<sup>598</sup>François Roth, *La Guerre de 70*, Paris, Pluriel, 1993, 778 p. ; Pierre Milza, *L'année terrible*, 2 tomes, Paris, Perrin, 2009, 514 p.

Né chez des planteurs de Sainte-Suzanne en 1828, il entre dans la Marine en 1844. En marge de sa carrière militaire, il demeure très impliqué dans la production du sucre, entretenant des amitiés avec des planteurs de Mayotte et possédant lui-même une plantation de canne sur l'île de Nosy-Be à Madagascar. Sa disparition brutale ne cause aucune perturbation majeure, même à Nosy-Be où son associé prend l'entière responsabilité de la plantation comme si de rien n'était. Célibataire et sans enfant, Eugène Desprez ne laisse également aucun souvenir particulier de son existence à La Réunion, ni du conflit au cours duquel il est mort.

Des civils de La Réunion font savoir qu'ils veulent se porter au secours de leur patrie à partir de la mi-octobre 1870, lorsque l'on apprend dans l'île les grands revers militaires français et l'inexorable avance des troupes allemandes. Finalement, les volontaires devant payer leur passage sur le navire des Messageries, ils ne sont que 16 à s'embarquer le 22 octobre<sup>599</sup>. L'on est donc loin d'un engagement massif qui toucherait chaque famille, même si la presse publie par la suite certains de leurs courriers écrits du front, donnant ainsi une certaine publicité à leur engagement. Après un séjour à Marseille, 13 volontaires ont rejoint les francs-tireurs d'Indre-et-Loire<sup>600</sup>.

Individuellement, d'autres Créoles participent aussi à cette guerre, généralement parce qu'ils vivent en France métropolitaine et sont donc concernés au premier chef. Les frères Ernest et Thomy Lahuppe par exemple, sont engagés l'un à la défense des fortifications de Paris, l'autre comme médecin<sup>601</sup>. Si leurs cas sont cités dans les journaux, cela reste anecdotique. L'on ne connaît pas encore à La Réunion la figure de la dionysienne Juliette Dodu, qui s'illustre à partir de septembre 1870 à la poste de Pithiviers en interceptant les télégrammes allemands. Elevée par la suite au rang d'héroïne dans l'île, l'une des principales artères de Saint-Denis porte aujourd'hui encore le nom de Juliette Dodu, ainsi qu'un collège.

Contrairement à la Métropole, où le premier traumatisme collectif date bien de 1870, même s'il a été plus tard balayé par ceux des deux Guerres Mondiales, La Réunion ne s'aperçoit pas vraiment que la France est en guerre à cette époque. Les Réunionnais ne sont pas personnellement affectés dans leur vie quotidienne ou leur famille.

Le seul élan populaire de quelque envergure que l'on puisse constater à La Réunion en solidarité avec les Français de Métropole se manifeste par la grande souscription pour les soldats blessés et leurs familles, lancée le 9 septembre 1870 au Jardin de l'Etat, suite à l'annonce d'une victoire de Bazaine, sur laquelle nous reviendrons plus loin<sup>602</sup>. C'est également l'annonce de cette victoire qui engendre dans toutes les communes de véritables festivités les 8 et 9 septembre. Selon les rapports de police, ces scènes de liesse populaire rassemblent un grand nombre de personnes qui se sentent concernées. On compte 2000 personnes au chef-lieu et les magasins

---

<sup>599</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 22 octobre 1870.

<sup>600</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 31 décembre 1870.

<sup>601</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 5 novembre 1870.

<sup>602</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 14 septembre 1870.

ferment exceptionnellement leurs portes dans l'après-midi<sup>603</sup>. « Saint-Denis : hier soir vers 6h on signalait en vue un navire anglais avec pavillon français en tête du mât. A 8 h, les habitants de Saint-Denis affluaient au Barachois et l'on entendait ce frémissement qui précède toujours les émotions populaires. Quelques instants après, le pilote qui avait été à bord de ce navire [...] disait : bonne nouvelle, grande bataille, France victorieuse » et le public électrisé, pris d'un enthousiasme ardent, acclamait de ses mille voix la France, l'armée et son glorieux empereur. Quelques minutes plus tard, le sieur Descombes, négociant de Maurice, à qui l'on devait cette bonne nouvelle, était débarqué, acclamé à son tour puis, au chant de la *Marseillaise*, porté en triomphe dans les rues de la ville jusqu'à l'Hôtel de l'Europe. A 1 h 30 du matin la ville reprit son calme et la police n'avait aucun désordre à constater »<sup>604</sup>. Le lendemain, les mêmes scènes se répètent ailleurs dans l'île. « Saint-Benoît : grande manifestation. Dès l'arrivée de la diligence, les habitants pavoisent leurs maisons et parcourent les rues de la ville aux cris de : Vive la France, Vive l'armée ! A 7 h du soir, le public se réunit spontanément devant l'hôtel Gratté et c'est avec un enthousiasme sans égal qu'il acclame la France et l'armée puis les habitants offrent un punch et boivent au Maréchal Bazaine et à l'armée victorieuse, ensuite ils se répandent en ville en entonnant la *Marseillaise* ». A Saint-Paul a lieu la même manifestation avec illumination de la ville, sérénade du maire et partout des cris de « Vive la France, Vive l'Empereur, Vive l'armée »<sup>605</sup>.

### ***Des communications lentes et difficiles : un complet décalage***

Si les insulaires de l'océan Indien semblent indifférents aux événements tragiques qui se déroulent en France, c'est également parce qu'ils ne sont pas véritablement au courant. Le télégraphe est encore peu utilisé dans la région et même les premiers concernés, militaires et autorités, sont prévenus avec retard. Bien souvent, il faut attendre le courrier qui vient de Marseille par la malle mensuelle, ou les nouvelles qui arrivent sur les navires de Maurice. La Réunion est particulièrement mal informée, toujours en grand décalage avec la réalité et souvent la proie des rumeurs, ce qui donne lieu plus d'une fois à des situations très cocasses.

L'annonce du déclenchement de la guerre – qui a eu lieu le 19 juillet – ne parvient à Saint-Denis que dans la nuit du 4 au 5 août 1870, faite par le capitaine de la malle qui a lui-même appris la nouvelle par un télégramme reçu à l'escale d'Aden. Des passagers venant de France, embarqués à Suez le 22 juillet, confirment cette information<sup>606</sup>. Pourtant, à La Réunion, on n'y accorde pas un plein crédit. Le 10 août, le *Moniteur de l'île de La Réunion* écrit avec circonspection : « Le mot de guerre a retenti parmi nous. Il s'est répandu avec la rapidité de l'éclair. Ce mot a le triste privilège de remuer

<sup>603</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 10 septembre 1870.

<sup>604</sup>ADR 4M51, rapport de police du 7-8 septembre 1870.

<sup>605</sup>ADR 4M51, rapport de police du 9-10 septembre 1870.

<sup>606</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 6 août 1870.

encore bien profondément notre fibre nationale et, Français que nous sommes, c'est toujours avec une exaltation irréfléchie que nous accueillons l'annonce d'une rupture de la paix. Quoi qu'il en soit, il est bon de peser à leur juste valeur les raisons que nous pouvons avoir d'ajouter foi à la nouvelle qui nous a été transmise et de rechercher sur quel fondement sérieux elle est basée »<sup>607</sup>. Le 13 août encore, le journal n'est pas entièrement convaincu de la véracité de la guerre et consacre quasiment tout son numéro à un sujet local et plus léger : l'association des anciens élèves du lycée de Saint-Denis<sup>608</sup>.

Le 31 août, le même journal informe ses lecteurs qu'un navire venant de Pondichéry apporte des nouvelles d'Europe mais qu'il n'y porte aucun crédit et ne veut donc pas les reproduire pour ne pas alimenter la rumeur. En fait, il s'agit d'informations alarmantes sur la situation militaire de la France<sup>609</sup>. Il faut attendre la malle du 3 septembre pour que soit publiée la chronologie des événements jusqu'au 3 août, c'est-à-dire pas grand-chose puisqu'aucune bataille décisive n'a encore eu lieu à cette date<sup>610</sup>. Or, la veille de l'arrivée de la malle, l'Empereur vient de capituler à Sedan mais personne ne le soupçonne dans l'île. Le 7 septembre encore, le *Moniteur* rapporte qu'un télégramme parti d'Alexandrie le 13 août annonce la prise de Strasbourg par l'armée prussienne mais le journal souligne que cela est très douteux et publie un discours de Napoléon III vieux de plus d'un mois, lorsqu'il a pris la tête de son armée<sup>611</sup>.

A l'inverse, dès la réception de trois télégrammes londoniens, via l'île Maurice, annonçant « Grande bataille entre Verdun et Metz. Français victorieux » ou encore « Bazaine victorieux », qui font référence à la demi victoire de Borny le 14 août 1870 ou à celle de Mars-la-Tour le 16 août<sup>612</sup>, le *Moniteur* fait paraître un numéro exceptionnel le 9 septembre, sans jamais mettre en doute la nouvelle. Les acclamations de « Vive l'Empereur ! » entendues dans les rues sont reproduites dans les journaux alors qu'au même moment Napoléon III est déchu et prisonnier depuis une semaine<sup>613</sup>.

Le circuit de l'information qui parvient jusqu'à La Réunion se révèle parfois très compliqué. Ainsi, on apprend à Saint-Denis le 24 août par le journal mauricien *Commercial Gazette* daté du 21, que Napoléon III a pris le commandement de son armée à Metz le 29 juillet et qu'il a confié la régence à son épouse. Les Mauriciens tiennent eux-mêmes cette nouvelle du navire *Pickforton Castle* qui a quitté Karikal le 1<sup>er</sup> août au moment où arrivait en Inde le télégramme contenant ces nouvelles<sup>614</sup>. De même, c'est dans les

---

<sup>607</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 10 août 1870.

<sup>608</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 13 août 1870.

<sup>609</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 31 août 1870.

<sup>610</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 3 septembre 1870.

<sup>611</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 7 septembre 1870.

<sup>612</sup>La confusion règne car si Mars-la-Tour fut une effectivement grande bataille de cavalerie, Bazaine n'y était pas et c'est plutôt Bourbaki qui en demeure le héros. En revanche, Bazaine a combattu à Borny deux jours plus tôt mais la bataille ne s'est pas soldée par une véritable victoire.

<sup>613</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* des 9 et 10 septembre 1870.

<sup>614</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 24 août 1870.

colonnes du *Colombo Observer*, journal de Ceylan transmis par la voie mauricienne, que la presse réunionnaise prend connaissance, le 24 septembre, d'un télégramme annonçant la défaite de Sedan survenue le 2 septembre : « Prusse victorieuse. Empereur Napoléon prisonnier. République en France »<sup>615</sup>. Une fois à Saint-Denis, l'information ne parvient dans les autres communes que le lendemain, c'est-à-dire le 25 septembre, par la diligence ou le télégraphe. Nous constatons un retard de plus de trois semaines !

En l'absence de nouvelles fraîches, les journaux réunionnais reprennent et détaillent des faits plus anciens. Le *Moniteur* du 10 décembre 1870 revient par exemple sur la capitulation de Versailles le 18 septembre et le *Travail* du 14 janvier 1871 détaille la journée révolutionnaire du 31 octobre 1870 à Paris.

L'accès à l'information est donc très aléatoire à La Réunion comme dans les îles voisines, bien que des Français y vivent aussi.

A Madagascar il existe un véritable système consulaire français avec des postes à Tananarive et à Tamatave. Grâce à l'ouverture du Canal de Suez fin 1869 et au développement des lignes maritimes, la nouvelle du déclenchement de la guerre parvient à Tamatave dès la fin du mois de juillet 1870, soit moins de quinze jours après le début des hostilités. Malgré tout, c'est une chose d'apprendre la nouvelle et c'en est une autre de vouloir ou pouvoir réagir.

Le scientifique Alfred Grandidier, qui se trouve à cette époque en mission non loin de Tamatave, décide d'arrêter sur le champ ses recherches et de regagner Paris pour s'engager dans la guerre contre les Allemands. Cependant, malgré sa détermination, et alors qu'il est au courant depuis le 30 juillet, il ne parvient à Mahé des Seychelles que le 2 septembre 1870. Il est bien loin de se douter qu'au même moment Napoléon III capitule et que le Second Empire s'effondre. Grandidier doit attendre le paquebot pendant un mois et n'atteint finalement Marseille qu'à la fin du mois d'octobre, où il apprend avec consternation toutes les nouvelles dramatiques à la fois. Les Français de l'océan Indien sont donc très en décalage avec la réalité sur le terrain des hostilités, ce qui ne facilite pas l'engagement.

### ***Des Français d'outre-mer peu concernés***

Mis à part l'exemple d'Alfred Grandidier, très concerné personnellement par la guerre parce qu'il habite ordinairement à Paris et sait sa famille en danger, les Français installés dans l'océan Indien restent généralement bien en retrait par rapport aux malheurs qui frappent leur patrie d'origine.

A Madagascar par exemple, les familles Laborde et Campan qui tiennent la diplomatie française à Tananarive et sont donc les mieux informées, ne semblent pas prendre vraiment conscience de la gravité de la situation et s'inquiètent davantage pour leur avenir professionnel lors de la chute du régime impérial, plutôt que de l'état général de la France. Tenus au

---

<sup>615</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 24 septembre 1870.

courant des détails par les courriers de leur ami Grandidier rentré à Paris, ces diplomates compatissent aux malheurs personnels du scientifique, dont le père est mort et dont le château a été réquisitionné par l'état-major prussien, mais ne s'expriment jamais sur la situation politique et sociale de la France en général. Nous constatons la même réaction à Saint-Denis au travers des courriers d'un pharmacien ami de Grandidier<sup>616</sup>, ainsi que parmi les commerçants français établis dans les ports malgaches de l'Ouest<sup>617</sup>.

A Mohéli, dans l'archipel des Comores, le planteur français Joseph Lambert n'a quant à lui aucune velléité de se porter au secours de son pays d'origine. Absorbé par ses préoccupations locales, il ne se sent absolument pas d'obligation pour cette guerre lointaine qui, croit-il, n'a aucun lien avec sa réalité quotidienne. La vie suit donc son cours à mille lieues des épreuves qui accablent les Français en Europe.

Dans les îles sous administration française, l'indifférence paraît à peu près égale. Ni la guerre, ni la Commune, ni le remplacement de l'Empire par la République ne semblent affecter les habitants de Mayotte, Nosy-Be et Sainte-Marie de Madagascar. « La proclamation de la République n'a produit à Mayotte et dans les dépendances ni secousse ni agitation, soit chez les Européens, soit chez les indigènes » témoigne le Commandant Supérieur de Mayotte<sup>618</sup>.

A La Réunion également, la circonspection est grande devant l'alternance des régimes, tant parmi la population qu'au sein de l'administration. A l'annonce de l'avènement de la République, le Gouverneur de l'île se contente d'enlever « Vive l'Empereur ! » à la fin de ses discours et s'exclame : « Béni soit le gouvernement qui délivrera de l'étranger le sol sacré de la Patrie ! »<sup>619</sup>. La République est officiellement proclamée à La Réunion le 3 novembre 1870 dans le plus grand calme et à partir du moment où sont annoncées les élections de l'Assemblée Constituante en 1870<sup>620</sup>, puis celles des Conseillers Généraux et des Conseillers Municipaux en 1871<sup>621</sup>, la campagne électorale locale accapare toute l'attention de la presse et les événements métropolitains sont oubliés<sup>622</sup>. L'armistice et la fin du siège de Paris le 28 janvier 1871 n'occupent ainsi qu'une seule colonne à la fin de la dernière page dans *Le Travail*<sup>623</sup>.

Le 10 juin 1871, c'est un simple entrefilet qui annonce aux lecteurs du *Travail* la fin de la Commune de Paris : « Désastres : Tuileries, Palais-Royal, Luxembourg, Justice, Hôtel de Ville brûlés ou sautés. Insurgés écrasés

---

<sup>616</sup>MHNH Ms 2811, lettres d'Archambault à Grandidier à partir du 24 septembre 1870.

<sup>617</sup>MHNH Ms 2822, lettres d'Edmond et Léo Samat à Grandidier à partir du 28 octobre 1870.

<sup>618</sup>CAOM MAD 238/520, lettre du Commandant Supérieur de Mayotte au Ministre, le 2 janvier 1871.

<sup>619</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 24 septembre 1871.

<sup>620</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 9 novembre 1870. Les élections ont lieu le 20 novembre. Laserve et de Mahy sont élus dans un mouchoir de poche.

<sup>621</sup>ADR 1PER21/1, *Le Travail*, numéros de janvier et février 1871. Les premiers sont élus le 19 février, les seconds le 26 février.

<sup>622</sup>ADR 4Mi61, *L'enfant terrible*, mars-décembre 1871, 1PER21/1, *Le Travail*, janvier-décembre 1871.

<sup>623</sup>ADR 1PER21/1, *Le Travail* du 18 février 1871.

définitivement »<sup>624</sup>. Sur les quatre pages du journal, une seule colonne est alors consacrée à récapituler les événements de Paris du mois écoulé. Malgré tout, le 14 juin, les trois quarts de ce journal sont tout de même consacrés à la fin de la Commune et à la position de la Chambre à Versailles, un long discours de Thiers est reproduit et le 17 juin, une large place est encore accordée aux derniers événements parisiens. Dès le 21 juin 1871 cependant, ce sont à nouveau les informations locales qui occupent le journal dans sa quasi-totalité<sup>625</sup>.

Déjà au plus fort de la guerre, fin 1870 et début 1871, quoi qu'elle en dise, la presse locale se montre parfois très indifférente aux événements d'Europe. Alors que l'île est au courant du déclenchement des hostilités avec la Prusse, le *Moniteur* publie encore fin août 1870 des articles sur les belles et grandes fêtes qui ont réuni la meilleure société créole de la Côte au Vent durant le mois écoulé<sup>626</sup>. En janvier et février 1871, les agents de police sont très accaparés par les grosses pluies cycloniques qui engendrent d'importants dégâts sur toute l'île et font passer les éventuels désordres liés aux diverses campagnes électorales au second plan<sup>627</sup>. Aucune manifestation n'est signalée en rapport avec les troubles qui secouent la Métropole. La Une du *Travail* est systématiquement dévolue aux nouvelles de La Réunion à la même période.

Soit qu'ils ne se rendent pas compte de la situation, ou qu'ils ne soient pas en mesure de réagir ou encore qu'ils se désintéressent du sort de leur pays, les Français de l'océan Indien découvrent pourtant que les bouleversements apparus à des milliers de kilomètres ont finalement une incidence dans les îles.

## II – La disparition de la France ?

### *Une réduction de la visibilité internationale*

Alors que la marine française ne disposait déjà pas de beaucoup de moyens dans l'océan Indien durant le Second Empire, la guerre puis la défaite et enfin le changement laborieux de régime n'arrangent pas les choses. La Division Navale des Côtes Orientales d'Afrique, réorganisée sous le nom de Station de la Mer des Indes en août 1870, se retrouve avec si peu d'officiers et de bâtiments qu'elle n'est plus en mesure d'effectuer aucune de ses missions, ni de se montrer dans les ports étrangers. La lutte contre le trafic négrier faiblit, les sultans des Comores ou de Zanzibar notent l'absence des visites de la flotte française dans leurs ports, les consuls et ambassadeurs français dans la région se sentent abandonnés etc... Cependant cette indigence de la Marine dans l'océan Indien, bien qu'en partie imputable à la guerre de 1870, provient

<sup>624</sup>ADR 1PER21/1, *Le Travail* du 10 juin 1871.

<sup>625</sup>ADR 1PER21/1, *Le Travail*, numéros de juin, juillet, août 1871.

<sup>626</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 27 août 1870.

<sup>627</sup>ADR 4M52, rapport de police du 4-5 mars 1871. Une réunion électorale de la rue Monthyon à Saint-Denis se poursuit en duel à La Redoute puis se termine en embrassades au Chaudron. Voir tous les rapports de janvier, février, mars 1871.



plutôt des choix politiques et du chaos qui règne suite à la chute du Second Empire<sup>628</sup>.

Le pays ne possède plus assez d'argent pour entretenir ou remplacer tant de bâtiments qui étaient déjà souvent vieillissants, la zone ne semble plus une priorité d'autant que l'Armée de Terre est maintenant préférée à la Marine, les regards étant désormais rivés sur le Rhin. La Station de la Mer des Indes est finalement purement et simplement supprimée le 21 août 1871 pour raisons budgétaires mais aussi parce qu'elle aurait été désorganisée suite à la guerre et aux troubles intérieurs en France, selon le nouveau Ministre de la Marine<sup>629</sup>. La station ne sera rétablie qu'en 1873<sup>630</sup> et dotée de seulement deux navires. Meurtrie et amputée d'une partie de son territoire, la France se recentre clairement sur l'Hexagone.

Cette disparition si visible de la France, dans les ports et sur les flots de l'océan Indien, inquiète les officiers de Marine et le personnel diplomatique, qui ne parviennent plus à se faire respecter et se sentent bafoués, démunis. Finalement, les résultats de cette guerre franco-prussienne qui n'intéressait personne se traduisent par une absence française si inattendue que tous les peuples des îles de l'océan Indien en contact avec la France sont intrigués par cette apparente évanescence du pays.

### *Affabulation, rumeurs, désinformation*

Dès la fin de l'année 1871, lorsque la défaite de la France est largement connue puis que les bruits sur la guerre civile qui ensanglante et désorganise le pays se sont répandus dans l'océan Indien, les histoires les plus aberrantes voient le jour. A La Réunion, bruits et rumeurs enflent dès l'annonce de la défaite française et l'accablement s'abat sur la population<sup>631</sup>. De Madagascar à Zanzibar en passant par les Comores, l'on commence à évoquer l'anéantissement total de la France. Le pays aurait été entièrement détruit, rayé de la carte, toute la population décimée. A Mohéli par exemple, le bruit court que les Prussiens ont empoisonné tous les Français, y compris ceux de La Réunion, et que l'armée a complètement disparu<sup>632</sup>. L'on n'ose y croire tout d'abord mais la raréfaction des navires de guerre français, l'attitude effacée des marins, la perte de repères des diplomates semblent confirmer cette version des faits.

Les dirigeants des pays ayant souffert de l'arrogance française, notamment Madagascar et les Comores, se réjouissent de l'écrasement d'un pays qui leur faisait peur et dont la puissance semblait inébranlable. Les représentants français et les rares officiers de marine encore présents dans

---

<sup>628</sup>La période la plus critique correspond aux années 1871 à 1875, c'est-à-dire à la longue période d'installation de la République qui reste fragile jusqu'en 1877.

<sup>629</sup>AML 4C1-7-1, dépêche ministérielle adressée au Commandant Ducuron-Lagougine, le 21 juin 1871 ; AML 4C1-8-1, dépêche ministérielle adressée au Commandant Duperré, le 7 mars 1873.

<sup>630</sup>AML 4C1-7-1, dépêche ministérielle du 10 février 1873 au Commandant Loyer.

<sup>631</sup>ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 28 septembre 1870.

<sup>632</sup>AML 4C6-7A2, lettre du Commandant Vidal au Commandant Supérieur de Mayotte par intérim, le 18 avril 1871.

l'océan Indien sont considérés comme les débris d'une nation désormais méprisée et anéantie. On ne parle que de la fin de la France comme d'un miracle qui aurait fait brusquement disparaître un des pays les plus puissants du monde.

Le Royaume-Uni alimente cette désinformation et exagère sciemment le déclin français aux yeux des sultans, rois et chefs des petites îles. En décrédibilisant totalement la France, les Britanniques espèrent bien évincer leur rivale de toujours et étendre leur influence à ses dépens en cette période d'âpre lutte entre puissances coloniales. C'est surtout le cas à Madagascar, à Mayotte et à Mohéli. Cette désinformation touche les Français eux-mêmes. Avec le siège de Paris et la désorganisation du pays, La Réunion est de plus en plus difficilement informée et reçoit toutes ses nouvelles de Londres, via Maurice ou Aden<sup>633</sup>. Cependant l'avis général est qu'il faut se méfier des télégrammes anglais, qui contiennent beaucoup de fausses nouvelles. En effet, l'on apprend par exemple avec affliction le 12 octobre 1870 à Saint-Denis que le nouveau héros de l'armée française, Mac Mahon, est mort « à la suite de 18 blessures et après avoir eu 3 chevaux tués sous lui »<sup>634</sup>. Le *Moniteur* affirme qu'il confirme cette nouvelle après l'avoir vérifiée alors qu'il s'agit bien sûr d'une erreur puisque Mac Mahon dirige l'armée versaillaise après la capitulation et deviendra même Président de la République.

Lorsque les officiers français menacent et promettent des représailles, quand ils sont victimes d'affronts de la part des pouvoirs locaux, on se gausse d'eux dans les cours de Tananarive, de Zanzibar ou de Fomboni. Il est vrai que les militaires français reçoivent ordre de ne pas répondre aux provocations par la force car la France n'est plus en mesure de mettre ses menaces à exécution et doit faire des économies de munitions. Les chefs autochtones placés sous la coupe de la France et qui n'osaient s'affranchir de peur d'être écrasés par un pays si puissant, se découvrent des vellétés d'indépendance voire de vengeance maintenant que le géant est à terre. Un pays faible, fut-il européen, ne suscite aucun respect. C'est pourquoi des officiers français particulièrement humiliés de n'être plus pris au sérieux par les insulaires peuvent partager l'avis du Commandant Parrayon en 1871 aux Comores : « Ils ne respectent que la force : après l'exemple terrible dont je supplie qu'on frappe leurs yeux [...] nous remonterons de cent coudées dans leur opinion : le mépris qu'ils nous témoignent fera place à de l'admiration »<sup>635</sup>.

Mais l'enthousiasme et l'assurance des insulaires sont donc excessifs et entraînent des attitudes bien imprudentes de la part des gouvernements des îles de l'océan Indien.

<sup>633</sup> ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* des 8 octobre et 2 novembre 1870.

<sup>634</sup> ADR 1PER7/25, *Le Moniteur de l'île de La Réunion* du 12 octobre 1870.

<sup>635</sup> AML 4C6-7A2, lettre du Commandant Parrayon au Commandant Supérieur de Mayotte par intérim, le 1er juin 1871.

### III – Aveuglement et excès de confiance

#### *Retour de bâton à Mohéli*

Aussi incroyable que cela puisse paraître, la France a été vaincue et complètement écrasée. Forts de cette conviction, même les plus petits chefs d'Etat en conflit avec la France ou des Français décident de tirer parti de la situation, au mépris de toute prudence. La reine de Mohéli, Jombé Fatima, est particulièrement enchantée d'apprendre les malheurs de la France car elle a de nombreux comptes à régler avec ce pays et certains de ses ressortissants.

En effet, après avoir cédé par un contrat très défavorable presque toute son île au Français Joseph Lambert en 1865, elle a souhaité revenir sur sa décision en 1867, ce qui lui a valu le bombardement de sa capitale. Décidée à obtenir justice, elle s'est rendue jusqu'à Paris pour solliciter une audience de Napoléon III en 1868. Vexée de n'avoir pas été reconnue ni reçue par la famille impériale française, exilée de son île où règne quasiment Lambert, elle décide de reprendre le contrôle de la situation à la faveur de la faiblesse française. Le Commandant Supérieur de Mayotte résume ainsi la situation : « Encouragée par les désastres de la France, Jombé Fatima, qui depuis 1867 n'avait pas reparu à Mohéli, s'est décidée tout à coup à revenir dans cette île »<sup>636</sup>.

En effet, persuadée qu'elle ne craint rien de la France, qui sera dans l'incapacité de défendre Lambert, et poussée par le Sultan de Zanzibar qui ne veut plus l'accueillir chez lui, la reine débarque avec ses partisans à Mohéli le 28 janvier 1871, au moment même où la France capitule définitivement et où les Prussiens entrent dans Paris. Joseph Lambert appelle les autorités de Mayotte à son secours et un bâtiment français arrive devant Fomboni en mars 1871. La France étant dans un délabrement total à cette époque, les ordres n'arrivent plus et chaque officier se trouve en quelque sorte son propre chef dans l'océan Indien. Les initiatives personnelles sont répandues.

Le Commandant de la *Levrette* tente une médiation entre le parti de Joseph Lambert et celui de la reine. Mais sans succès puisqu'il n'a plus aucune autorité aux yeux des Mohéliens. Le Commandant Parrayon déplore ainsi à la fin avril 1871 : « Ce gouvernement croit à notre impuissance depuis nos malheureux revers »<sup>637</sup>.

Finalement, autant pour défendre les intérêts de Joseph Lambert que pour redresser l'image de la France qui se retrouve maintenant humiliée dans une île minuscule, Parrayon s'écrie : « J'appelle de toutes mes forces les maux directs de la guerre sur le peuple mohélien. [...] L'épreuve terrible que traverse la France ne devrait pas, à mon avis, faire remettre à des jours meilleurs le redressement de nos griefs. Une corvette et un aviso suffisent largement pour obtenir justice. [...] Un échec essuyé par la France à Mohéli

---

<sup>636</sup> AML 4C5-30, lettre du Commandant Supérieur de Mayotte au Commandant de la Division des côtes orientales d'Afrique, le 28 avril 1871.

<sup>637</sup> AML 4C6-7A2, lettre du Commandant Parrayon au Commandant Supérieur de Mayotte par intérim, le 30 avril 1871.

aurait son fâcheux contrecoup dans notre modeste possession du Canal de Mozambique [Mayotte] »<sup>638</sup>. Son collègue, le Commandant Coatpont, souhaite également prouver sans délai à l'insolente reine de Mohéli que la déconfiture de l'armée française n'est pas si totale. Les 3 et 4 juin 1871, les bâtiments français ouvrent le feu sur Fomboni, la capitale de Mohéli, qui est complètement ravagée par un vaste incendie, y compris le palais royal. Le 6 juin les tirailleurs débarquent et hissent les couleurs françaises sur le fort. La population mohélienne avait depuis longtemps évacué la ville, mais la stupeur est générale, le réveil difficile. Ainsi, la France est encore en mesure de détruire l'île, les forces sont toujours inégales, au détriment des Comoriens. Le parti mohélien comprend qu'il a sous-estimé son adversaire et souhaite négocier. Finalement, à l'issue d'un grand *kabar*, le 13 juin 1871, la reine est définitivement discréditée et Joseph Lambert peut rester dans l'île.

Les folles rumeurs sur l'anéantissement complet de la France par les Prussiens ont conduit les Mohéliens à perdre pour longtemps leur indépendance. Après cet épisode, la mainmise de la France est plus que jamais établie sur Mohéli, avant que l'île ne devienne une colonie à part entière quelques années plus tard, en 1898.

### ***Insouciance à Tananarive***

Les Mohéliens sont loin d'être les seuls à nourrir du ressentiment contre la France et à souhaiter profiter de sa faiblesse. Les Malgaches attendent aussi cette occasion depuis longtemps. Travaillés au corps par les espions britanniques, les dirigeants malgaches croient autant que les autres aux rumeurs de la fin de la France, ou au moins à son écrasement durable. L'on pense désormais à Tananarive que ce pays est devenu inoffensif. L'épisode mohélien, même s'il est connu à Madagascar, n'effraye pas car l'on considère qu'il n'y a aucune commune mesure entre le petit royaume de Mohéli et l'immense terre malgache.

Même s'il est vrai qu'en 1871 la France est très affaiblie et bien incapable de tenter quoi que ce soit contre Madagascar, elle se remet peu à peu et reconstitue son armée, entretenant en outre un sentiment de revanche tenace, dirigé bien sûr contre l'Allemagne, mais pas seulement. Tous ces peuples lointains qui se sont permis de se moquer d'elle en 1870-1871 sont susceptibles de recevoir une leçon.

L'erreur des Malgaches est de considérer la chute de la France comme définitive et de perdre toute prudence, toute méfiance. Alfred Grandidier met ainsi en garde le prince Rajoelson en 1892, donc vingt ans plus tard : « Je vous engage à porter toute votre intelligence et tous vos efforts de ce côté [réformes sociales à Madagascar] plutôt que de perdre un temps précieux à faire vis-à-vis de nous une politique très fine, je le veux bien, mais inutile et très dangereuse pour votre pays car je crains que, faute de nous connaître suffisamment et de nous estimer à notre vraie valeur, vous

---

<sup>638</sup> AML 4C6-7A2, lettre du Commandant Parrayon au Commandant Supérieur de Mayotte, le 13 mai 1871.

n'en arriviez à nous forcer à faire une expédition sérieuse contre vous. [...] Je ne sais si ce qui a été rapporté de vos conversations à bord de la malle qui vous a ramené à Madagascar l'an passé est vrai, si réellement vous croyez que nous n'avons pas d'armée et que nos soldats ne sont nullement à craindre. Dieu veuille que vous n'ayez pas un jour à en faire la redoutable expérience. Nous avons en effet sous les armes à peu près autant de soldats de 20 à 35 ans que vous avez d'habitants, petits et grands, dans toute l'île de Madagascar, et quels soldats ! Demandez-le aux Allemands eux-mêmes qui, seuls au monde, ont une armée à peu près égale »<sup>639</sup>.

Les Anglais sont largement responsables de cet aveuglement malgache à long terme qui, finalement, leur sera néfaste autant qu'aux Malgaches. Le prince Rajoelson a d'ailleurs fait ses études militaires dans une école d'artillerie et de génie britannique, et non française. En refusant de considérer le redressement politique et militaire de la France, le gouvernement malgache ne prend jamais au sérieux les menaces de conquête militaire et se croit bien à l'abri au cœur de son île.

Pourtant l'armée française débarque bel et bien à Majunga en 1894, conquiert Tananarive avec facilité en 1895 et fait de Madagascar une colonie française en 1896. Le gouvernement malgache s'est laissé surprendre par l'invasion française et nous pensons que c'est en partie à cause de la permanence de cette idée d'écrasement de la France par la Prusse depuis 1870-1871. Cet aveuglement aura eu pour conséquence une soixantaine d'années de soumission avant la reconquête de l'indépendance en 1960.

## Conclusion

Bien que les événements dramatiques qui se déroulent en France en 1870-1871 paraissent à première vue très éloignés et sans lien avec l'océan Indien, nous affirmons qu'il n'en est rien et que les conséquences s'en font encore sentir vingt-cinq ans plus tard. Si la France avait délibérément exagéré sa puissance avant 1870, pour se faire craindre et respecter, elle est ensuite victime de l'effet inverse. Mais, tout comme les gouvernements insulaires se sont félicités du renversement de situation en leur faveur, ils ont négligé de voir que le balancier pouvait tout aussi bien repartir dans l'autre sens. C'est davantage le regard porté par les peuples des îles du Sud de l'océan Indien sur les problèmes de la France que ces troubles en eux-mêmes qui a une incidence sur la destinée des insulaires. En somme, bien que cela puisse sembler ténu, un lien existe entre, d'une part, la Guerre Franco-prussienne et les événements de la Commune pour la France, et, d'autre part, le destin de plusieurs îles de l'océan Indien.

---

<sup>639</sup>MNHN Ms 2821, lettre d'Alfred Grandidier à Rajoelson, le 30 avril 1892.